



Lettre n° 14 du 6 janvier 2017

Au sommaire :

- **Nos vœux, anticapitalistes et révolutionnaires, pour 2017** - *Isabelle Ufferte*
- **«Revenu universel» ou précarité universelle ?** - *Laurent Delage*
- **Lutte ouvrière, marxisme et moralisme...** - *Yvan Lemaitre*

Nos vœux, démocratiques et révolutionnaires, pour 2017

En ce début d'année, les vœux ont une tonalité particulière. Il est difficile de se souhaiter une « bonne année » alors qu'elle débute dans le sang et l'horreur dans une boîte de nuit à Istanbul, quelques jours à peine après l'attentat du marché de Noël de Berlin et celui de Bagdad, que l'actualité est faite par les Trump, Poutine, Assad ou Erdogan, et que nous vivons ici depuis plus d'un an sous l'état d'urgence...

2016 aura été une année de basculements, de ruptures qui changent le regard, la conscience des travailleurs et des jeunes ici comme partout dans le monde. La violence des rapports de classes, le parasitisme des classes possédantes, ont pris une ampleur sans précédent aux conséquences dramatiques pour les classes populaires. La concurrence effrénée que se mènent les grandes puissances et les multinationales pour le pillage des ressources et l'exploitation des travailleurs du monde entier intensifie la guerre faite aux peuples et aux pauvres. Les vieux pays impérialistes n'échappent pas aux éclats de cette guerre.

Et malgré l'instrumentalisation des inquiétudes, des pertes de repères par les réactionnaires et les démagogues de tous poils, malgré l'exacerbation des préjugés, une nouvelle conscience se forge : celle d'être, par-delà les frontières et les continents, citoyens d'un même monde que le capitalisme précipite dans une crise majeure, sociale, démocratique, écologique, militaire.

Nos vœux pour 2017 ne peuvent être qu'internationalistes, démocratiques et révolutionnaires.

Des vœux optimistes car ils s'appuient sur une conviction profonde : malgré les rapports de forces dégradés, avec bien des difficultés, à travers des drames, du vieux monde qui se délite commence à émerger du neuf.

Fuite en avant sécuritaire... montée des populismes, des régimes autoritaires

L'année 2016 a été celle de la fuite en avant sécuritaire. En France, l'état d'urgence dure depuis plus d'un an, pro-

longé pour la cinquième fois le mois dernier par 228 députés contre 32 jusqu'au... 15 juillet 2017 ! « *Jamais la menace terroriste n'a été aussi élevée* » ont à nouveau pilonné gouvernement et opposition pour justifier l'état d'exception permanent qui donne tout pouvoir aux forces de l'ordre, à l'Etat policier, permet d'assigner à résidence sans limite... Une cynique fuite en avant qui ne peut en aucun cas réduire la « *menace terroriste* » que leur propre politique renforce, mais qui vise à encadrer, surveiller, ficher, contraindre les classes populaires, « *classes dangereuses* » pour le pouvoir, et qui s'accompagne d'une propagande xénophobe et raciste pour tenter de diviser les travailleurs.

Ce renforcement des politiques sécuritaires et réactionnaires a lieu dans le monde entier. Au nom de la lutte contre le terrorisme, les patrouilles armées dans les lieux publics sont devenues communes, les frontières sont érigées tout autour de l'Europe et en son sein pour repousser les centaines de milliers de femmes, d'hommes, d'enfants qui fuient la guerre, la misère extrême, les dictatures. Et cela alors même que la « coalition internationale » intensifie la guerre au Moyen-Orient et amplifie le chaos, s'appuyant sur les régimes dictatoriaux d'Assad ou d'Erdogan. Une politique qui renforce dans le monde entier les régimes autoritaires sur lesquels s'appuient les multinationales pour intensifier pillage et exploitation, détruire les droits sociaux et démocratiques.

L'élection dans la première puissance mondiale du multimilliardaire réactionnaire, raciste, sexiste Trump, entouré de banquiers, de généraux, soutenu par le Klu Klux Klan, donne la mesure de la décomposition du capitalisme. Une victoire qui, après celle du Brexit en Angleterre, renforce les populismes nationalistes et d'extrême-droite comme en Autriche, en Italie... ou en France avec le FN et Le Pen qui présentait ses vœux à la presse expliquant avoir « préparé [son] quinquennat ». Autant d'avertissements...

« Patriotisme économique », souverainisme... pour mieux accroître l'exploitation

Des politiques protectionnistes se mettent en place aux USA, en Europe pour tenter de soutenir les bourgeoisies respectives alors que les rapports de force économiques sont en train de se redéfinir, avec la nouvelle place occupée par la Chine... Une politique qui accroît les pressions sur la classe ouvrière au nom du « *produire français* » ou de l'« *America first* » pour mieux tenter de la piéger, la diviser.

L'épisode de Trump et de l'industrie automobile aux USA l'illustre. Un tweet de Trump aurait nous dit-on fait faire amende honorable à General Motors et poussé Ford à choisir d'implanter une nouvelle usine au Michigan plutôt qu'au Mexique... Mais le problème de General Motors, Ford et les autres, c'est de dégager le profit maximum, et peu leur importe que ce soit par l'exploitation de travailleurs mexicains, français ou américains. Les capitalistes ne délocalisent pas par idéologie. S'ils peuvent produire sur le sol des États-Unis avec des profits équivalents à ceux obtenus dans des maquiladoras mexicaines de l'autre côté du mur, que leur importe ! Ils vont là où la politique des États, les conditions qui leur sont faites, la législation et le niveau des salaires permettent un taux de profit optimal. Et c'est à cela que s'emploient l'ensemble des gouvernements occidentaux : mettre les travailleurs en concurrence pour baisser les salaires, les couvertures sociales, augmenter le temps de travail, repousser l'âge de la retraite... nivelant par le bas les conditions de travail et de vie de tous.

La « souveraineté nationale », le protectionnisme, le repli sur les frontières sont autant d'armes contre le monde du travail. En France, la situation des chantiers naval de Saint-Nazaire illustre la réalité de ces entreprises où des milliers de travailleurs sont ballottés entre groupes mondiaux concurrents qui se livrent une guerre sans merci, fusionnent, s'absorbent, licencient, dictant leur loi aux États... Ce prétendu « fleuron français », ancienne propriété d'Alstom, a été vendu en 2006 à un groupe norvégien, racheté par un groupe sud coréen en 2008... et est aujourd'hui en cours de reprise par un groupe italien leader du secteur, par ailleurs lié à un groupe chinois... Quant aux salariés des chantiers, 2/3 d'entre eux travaillent pour une kyrielle d'entreprises sous-traitantes... et on y parle toutes les langues : entre 10 et 15 % sont des travailleurs détachés.

Plus que jamais, la marche du capitalisme mondialisé pousse les travailleurs à l'unité et à la solidarité de classe, par delà les propagandes et les préjugés, contre tous ceux qui cherchent à dresser des murs entre embauchés, intérimaires, sous-traitants, travailleurs détachés, français et immigrés, « ici » et « là-bas »...

L'exigence démocratique et sociale et la solidarité internationale

L'année 2016 a été marquée par des mobilisations qui posent la question sociale, démocratique et politique. Parmi eux, le mouvement de solidarité internationale avec les migrants, la lutte des femmes polonaises, le mouvement

du printemps en France... Des luttes qui s'enrichissent les unes des autres, prises en main par des militant-e-s de tous âges et ancienneté, des jeunes, des travailleurs, des femmes qui leur ont donné une dimension démocratique et sociale nouvelle.

La solidarité qui s'est exprimée cette semaine à l'occasion du procès d'un agriculteur de la vallée de la Roya, près de Vintimille, accusé d'« *aide à l'immigration clandestine* » pour avoir hébergé et aidé des réfugiés africains fuyant l'enfer (dont nombre de mineurs pourtant théoriquement protégés par la loi française...), témoigne de la richesse du mouvement de solidarité avec les migrants. Alors que de nombreux soutiens manifestaient devant le tribunal (l'agriculteur poursuivi a par ailleurs été désigné par les lecteurs du journal Nice Matin « *azuréen de l'année 2016* »), le procureur lui a reproché de faire du procès une « *tribune politique* » et requis 8 mois de prison avec sursis, témoignant de la hargne du pouvoir face à ceux qui contestent l'ordre établi, forts de la conviction collective de porter un autre avenir.

Une conviction tout aussi chevillée au corps des femmes polonaises qui ont par leurs mobilisations, leur détermination, fait reculer le pouvoir ultra conservateur polonais qui voulait interdire l'IVG, droit déjà très limité en Pologne. Ce combat et sa victoire, même partielle, a eu des échos dans de nombreux pays où l'égalité entre les sexes et les droits des femmes à disposer de leur corps sont remis en cause ou restent à conquérir. « *Dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale* » disait Charles Fourier il y a deux siècles...

Et c'est bien l'aspiration à l'émancipation et l'exigence démocratique, contre le démantèlement des droits sociaux, l'exploitation, qui se sont exprimées dans le mouvement contre la loi travail « et son monde ». Même si malgré son dynamisme, sa capacité à rebondir et aller bien au-delà de ce que les bureaucraties syndicales avaient envisagé, le mouvement n'a pu gagner, il a accéléré les prises de conscience et ouvert de nouvelles perspectives. Des milliers de lycéens, étudiants, salariés, chômeurs, s'en sont fait les militants, faisant ensemble l'expérience de l'impasse du dialogue social et du nécessaire affrontement avec l'Etat, sa police, ses institutions pour transformer la société, rompre avec la logique du profit. Des prises de conscience qui ont consommé la rupture avec le PS et « la gauche » et renforcé la conviction que les opprimés doivent prendre eux-mêmes leurs affaires et leurs luttes en main.

Un parti des travailleurs, pour la conquête de la démocratie, la prise du pouvoir

Ce sont ces acquis, les perspectives qu'ils portent qu'il nous faut faire vivre alors que la faillite du réformisme est consommée donnant toute son actualité à la révolution.

Un siècle après 1917, la révolution est non seulement une nécessité urgente alors que le capitalisme pourrissant mène l'humanité à la barbarie, mais elle est en germe dans le monde qui s'écroule, dans l'internationalisation et

la socialisation de la production et des échanges, dans les progrès technologiques, dans les aspirations et la révolte des classes populaires et de la jeunesse, dans leur volonté de prendre en main la chose publique, de ne pas subir, de faire en sorte que les intérêts collectifs déterminent l'organisation et la marche de la société. Ces aspirations démocratiques posent la question du pouvoir, de l'expropriation des banques et des capitalistes, du contrôle de l'économie par les travailleurs et la population.

Les vieux partis issus des luttes du mouvement ouvrier s'effondrent, PS et PC liquidés par leurs propres dirigeants. Le premier finit de se déliter dans la mascarade des primaires où s'opposent 5 anciens ministres du dernier quinquennat dont ils n'ont manifestement aucun souvenir... tandis que l'ancien ministre de l'économie, « jeune » énarque et banquier nouvellement « antisystème », a choisi de concourir à part, prenant bien soin de se démarquer du PS et de la gauche. Quant au PC, il est emporté dans les décombres par la logique de sa politique, n'ayant d'autre issue que de passer sous les fourches caudines de Mélenchon qui

n'a aucune raison de lui laisser le moindre espace... Un Mélenchon nouvel homme providentiel posant au petit chef d'État qui cultive l'ambiguïté sur Assad et Poutine et multiplie les professions de foi nationalistes : « *Je suis français. Mon point de vue est strictement français* ».

Le nôtre est strictement du côté des travailleurs, des classes exploitées !

Ce qui est aujourd'hui à nouveau à l'ordre du jour, c'est la construction d'un parti des travailleurs, des opprimés, pour la conquête de la démocratie et du pouvoir. Un parti qui ne peut naître et grandir qu'à travers la dynamique du rassemblement de tous les anticapitalistes et révolutionnaires.

Un parti en lien avec les mobilisations, qui en fasse vivre les acquis, qui en porte et formule les perspectives, pose la question du pouvoir en aidant à prendre conscience de ce qui émerge de l'ancien monde qui s'écroule. C'est cette perspective que nous voulons porter dans la campagne autour de Philippe.

Isabelle Ufferte

« Revenu universel » ou précarité universelle ?

Depuis quelques années, la question du revenu universel, de base ou garanti, s'invite dans les débats. Des ONG comme ATD Quart Monde défendent un « *revenu d'existence* », le mouvement décroissant reprend l'idée du « *revenu d'autonomie* » comme moyen de s'affranchir du travail imposé par le capitalisme. Durant les Nuits Debout du printemps, ces débats ont eu lieu au travers des réseaux MFRB (Mouvement Français pour un Revenu de Base), Salarial (autour de Bernard Friot défendant le salaire à vie), avançant des modèles censés échapper aux rapports capitalistes et marchands.

En juin dernier, sous l'impulsion d'un réseau défendant le revenu de base, la Suisse a organisé un référendum, repoussé à 77 %, sur la création d'un revenu « *inconditionnel* » de 2 260 € mensuels pour tous les adultes et 595 € pour chaque mineur. En Finlande, une expérimentation avec un revenu de base de 560 € doit être lancée en 2017 pour 2 ans financée par... l'industrie pétrolière.

Aujourd'hui, avec les différentes primaires, cette question du revenu universel est reprise largement par des politiciens de droite ou de gauche, en passant par EELV. Des cercles libéraux ou proches du PS comme la fondation Jean Jaurès, sortent des rapports, font leur lobbying, avec l'objectif de faire encore plus d'économies dans les budgets sociaux.

Il faut dire que depuis bien longtemps, cette question est dans les tuyaux des libéraux de tout poil, à commencer par Milton Friedman qui défendait dans les années 60 l'idée d'un impôt négatif définissant une sorte de revenu de base proche du minimum vital. Cela permettait au patronat de ne pas avoir à payer des salaires complets aux salariés jugés trop peu productifs, pas assez qualifiés ou trop âgés, en supprimant au passage l'idée du salaire minimum !

Tout cela s'insère dans une campagne catastrophiste sur les nouvelles technologies, annonçant des destructions massives d'emplois à cause de l'automatisation... comme au milieu des années 90 quand beaucoup prévoyaient doctement la « fin du travail » avec le développement de l'informatique !

Mais derrière les confusions et les franches escroqueries, ces débats posent un problème bien concret, celui de l'offensive actuelle de la bourgeoisie qui défend son taux de profits à coups de licenciements et d'une précarité généralisée, instaurant un chômage de masse permanent, dans un monde où 62 personnes aujourd'hui possèdent autant que la moitié de la population mondiale.

Une attaque contre la protection sociale et les salaires

De Valls, en passant par Hamon, Bové, jusqu'à Lefebvre en passant par Boutin, NKM, Villepin, tous sortent leur mouture de revenu universel. Valls annonce un « *revenu minimum* » pour tous les précaires de l'ordre de 800 € mensuel, avec refonte de tous les minima sociaux et des allocations familiales, pour lesquelles les patrons ne veulent plus cotiser. Hamon ose le « *revenu inconditionnel* » à partir de 18 ans sur la base... du RSA socle existant, soit 535 € mensuel, en fusionnant les aides au logement, minima sociaux, prestations familiales, etc. Même Fillon fait mieux en annonçant 847 € comme « *allocation sociale unique* », mais seulement pour ceux qui bénéficient des aides sociales actuelles.

Pour enfoncer le clou, Lefebvre (LR) et Bayou (EELV) ont même fait une interview commune dans Le Figaro en juin dernier, où ce dernier reprend le refrain commun à tous ces politiciens : « *La notion de plein emploi n'a plus de sens et la protection sociale dans notre pays ne parvient plus à jouer son rôle de filet de sécurité* ». Pour seule ré-

ponse à la politique de chômage et de précarité des classes dominantes, tous nous disent qu'il faut remettre en cause la protection sociale.

L'objectif de tous ces gens-là est de verser un revenu minimal de base garanti par l'État, qui permettrait aux capitalistes d'embaucher comme ils veulent et au prix qu'ils veulent, sans aucune obligation, ni protection !

La chose est étudiée très sérieusement, car il y a des économies à la clé sur le dos des plus pauvres. Ainsi, une mission d'information du Sénat propose d'expérimenter la mise en place d'un revenu de base de 500 €, qui annulerait le RSA, l'ASS, l'AHH,... et entraînerait des fermetures supplémentaires d'agences de CAF qui gèrent le RSA et autres services sociaux. Ils prévoient même des « contreparties » éventuelles pour les bénéficiaires ! La Gironde vient d'ailleurs de se porter volontaire pour une expérimentation qui fusionnerait en plus l'APL (logement) dans ce « *revenu de base* ».

Mais certains veulent même aller plus loin, comme la fondation Jean-Jaurès qui préconise de « *réorienter l'ensemble des dépenses actuelles de protection sociale (retraite, assurance-maladie, chômage, allocations familiales), à l'exception de celles consacrées à la prise en charge des affections de longue durée. A cela s'ajouterait une hausse de deux points de la TVA, dans une logique consistant à faire peser davantage la protection sociale sur la consommation plutôt que sur le travail* » et tout ça pour un revenu de 750 € par mois !

Quelles que soient les variantes du revenu de base, il ne s'agit jamais de prendre sur les profits des capitalistes. Les financements envisagés récupèrent tout ou partie de la protection sociale en mettant à contribution les travailleurs eux-mêmes au travers de l'impôt. C'est tout bénéfique pour le patronat, qui peut transférer sur la collectivité la partie du salaire réservée à la protection sociale qu'il nous doit pour l'entretien de la force de travail. Mais c'est aussi un moyen de s'en prendre aux salaires directs, car ce « filet de sécurité » du revenu de base permettrait au patronat de payer des salaires encore plus bas, en particulier pour les plus précaires.

Pour justifier un tel recul social, la propagande ne manque pas sur la révolution numérique, l'inévitable progrès technique et l'ubérisation de l'économie.

Nouvelles technologies... et exploitation 2.0

Nous avons droit à une multitude de rapports sur la robotisation, à l'image de la fondation Jean-Jaurès qui prédit : « *avec l'impression 3D, verra-t-on bientôt des usines sans ouvriers ? Combien d'emplois seront détruits demain par l'automatisation ?* ». Une étude a même fait fureur aux Etats-Unis, en annonçant 47 % des emplois menacés par l'automatisation... contre 9 % chiffrés par l'OCDE.

Ces « prévisions » sont un vrai bluff. En fait, la productivité baisse depuis plusieurs années, y compris dans les pays émergents. Durant une période comme les « 30 glorieuses », qui a connu des gains de productivité bien plus

importants liés au développement du machinisme, le chômage était très faible.

Cela est dû à la baisse du temps de travail imposée par les luttes sociales de cette période. Ainsi, au cours du XX^e siècle, la productivité horaire du travail a été multipliée par 13,6... et la durée du travail a baissé de 44 % !

Tous ces discours prophétisant l'hécatombe des emplois en raison des progrès techniques sont surtout un moyen de matraquer l'idée que le chômage de masse et la précarité sont incontournables. C'est dans ce cadre d'offensive contre le monde du travail que tous discutent du revenu de base.

Pas étonnant que les grands patrons de la Silicon Valley s'emballent pour ces projets, annonçant même des expérimentations de revenu universel. Le versement à tous d'un petit pécule garanti par l'Etat pour permettre à tous les travailleurs dits « indépendants » de survivre avec les Uber, Blablacar, AirBnB,... voilà leur idéal. D'autant que ces secteurs connaissent maintenant des coups de colère, à l'image des chauffeurs de VTC dans la région parisienne contre la plateforme Uber.

Comme quoi, ce secteur « collaboratif », qui créerait de la valeur « hors du lieu de travail »... n'échappe pas à la logique de l'exploitation capitaliste. La voilà, cette fameuse « économie du partage », qui usurpe les formes d'entraide pour en faire une machine à profits et qui développe un secteur sans droits, sans couverture sociale, plus proche de celui d'un journalier ou d'un travailleur à domicile du XIX^e siècle que de celui d'un salarié.

Toutes les soi-disant théories sur la nouvelle façon de dégager de la « valeur », en cliquant sur son ordinateur ou en restant chez soi, viennent étayer la logique du revenu universel, créant beaucoup de confusions. Face aux reculs que veulent imposer les capitalistes, il nous faut revenir aux rapports fondamentaux, aux rapports de classe pour transformer ce monde.

Revenu universel, Salaire à vie... Pas de recette dans le cadre du capitalisme

Des débats multiples ont lieu autour de ces questions dans le mouvement social. Certains avancent un revenu universel bien plus élevé que celui mis en avant par les politiciens de droite ou de gauche, d'autres, comme Friot et le réseau Salarial, défendent le salaire à vie. Pour eux, la différence est fondamentale, car ce salaire dépend des cotisations et pas de l'impôt.

Pour Friot, le modèle de la fonction publique, du grade, de la qualification non liée au poste de travail mais à l'agent lui-même, permettrait d'échapper à l'exploitation capitaliste. Le réseau Salarial auquel il participe veut ainsi « *doter tout citoyen, dès l'âge de la majorité, d'un salaire, fondé sur la reconnaissance d'une qualification personnelle, irrévocable et ne pouvant que progresser. Il s'agit de restituer à chacun la maîtrise de son travail, en le libérant des institutions capitalistes, qui le réduisent à une force de travail louant ses services sur un marché du travail dominé par des employeurs* ».

Pour y parvenir, pas besoin d'affronter la classe capitaliste ou le gouvernement et l'État à son service, il suffirait d'étendre la Sécurité sociale. Il suffit de « lire l'émancipation dans le déjà-là du salaire et de la cotisation » nous disent-ils.

Il y a là une vision particulièrement idyllique de la fonction publique, comme si ces secteurs n'étaient pas touchés par la précarité généralisée, par une politique drastique de suppressions de postes, etc. Cela revient à chercher une solution aux contradictions du capitalisme dans le système lui-même. On nous parle d'un statut du producteur, de nouvelle branche de la Sécu, comme la CGT parle d'un statut du salarié comme réponse aux licenciements massifs. Mais il s'agit-là d'une nouvelle mouture de réformisme, impuissant à organiser la riposte et à transformer la situation.

La question aujourd'hui n'est pas de chercher quel modèle pour sortir du capitalisme, en dehors des rapports de force sociaux, mais quelles revendications transitoires, posant à la fois le problème de l'urgence sociale et de qui dirige la société. Cela commence par les luttes pour les augmentations de salaires et contre la précarité dans les entreprises elles-mêmes, au cœur de la production capitaliste.

Il y a déjà eu bien trop de reculs ces dernières années. Dans nos syndicats, nous nous battons contre tout revenu inférieur au SMIC, à commencer par nos camarades intérimaires ou en CDD qui ne sont pas payés 12 mois dans l'an-

née, ou contre tous ces contrats précaires à temps partiel de la Fonction publique ou du privé. Nous dénonçons aussi ces minima sociaux, revenus de misère qui ne permettent que de survivre et qui ne doivent pas être en-dessous du SMIC. Avec ou sans emploi, un travailleur doit vivre avec son salaire ou son revenu, c'est un droit fondamental.

Revenu universel ou abolition du salariat

Face au chômage de masse, il n'y a pas de statut venu d'on ne sait où qui nous protégera. Il nous faut imposer le partage du travail entre tous, l'interdiction des licenciements. L'automatisation et les progrès techniques doivent s'accompagner de la diminution du temps de travail.

C'est par ces luttes quotidiennes, indispensables pour résister à l'exploitation au jour le jour, que la classe ouvrière conteste ce marché du travail lui-même, « cette condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme une marchandise » comme le dit Marx. Ce sont elles qui préparent les affrontements à venir pour en finir avec cette société, comme celui-ci le disait-il aussi dans Salaires, prix et profits : « Il faut que les ouvriers comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : Abolition du salariat ».

Laurent Delage

Lutte ouvrière, marxisme et moralisme...

Dans sa revue *Lutte de classe* de décembre et janvier, n°180, Lutte ouvrière publie les textes adoptés à son congrès, début décembre, accompagnés d'un texte intitulé « En conclusion » qui les inscrit dans une perspective plus générale au regard de la façon dont la direction de LO voit les tâches militantes. Il pose la question des voies et moyens de la construction d'un parti révolutionnaire à la lumière de la compréhension du passé que s'est construite LO.

Cet article ne vise pas à revenir sur les analyses défendues dans les résolutions de LO mais à discuter cette « conclusion », c'est-à-dire la façon dont LO définit ses tâches militantes et dont elle voit la construction d'un parti des travailleurs.

LO souligne à juste titre « l'actualité du marxisme » mais elle donne à cette indispensable référence un contenu proclamatoire. Le texte intitulé « L'interminable crise du capitalisme », adopté à l'unanimité, se conclut par un long développement sur cette « actualité du marxisme ». Celle-ci est plus une proclamation plaquée sur des analyses qu'une pensée vivante qui déduit des analyses les perspectives et les tâches, les éclaire. Elle est plus l'affirmation d'un volontarisme moraliste que l'actualisation d'un marxisme militant. Elle est posée de façon dogmatique, abstraite et détachée de l'évolution de la société, du ca-

pitalisme, de la classe ouvrière, évitant de répondre aux questions qui s'imposent en vue des nécessités d'une réelle actualisation du marxisme. Nous avons besoin d'être en mesure de répondre à une question simple : pourquoi ce qui a échoué dans le passé pourrait-il réussir aujourd'hui ?

Seule la compréhension de l'évolution de la société permet de répondre à cette question, de dégager les contradictions qui rendent non seulement nécessaire mais possible sa transformation révolutionnaire.

Nos tâches résultent de notre compréhension de la période alors que, pour la direction de LO, analyses descriptives et dénonciations se combinent à un volontarisme moraliste qui ne répond pas aux besoins.

Une vision catastrophiste

Le lien entre les deux est une vision catastrophiste du marxisme qui appartient bien plus à des tendances gauchistes qu'à Marx, Lénine ou Trotsky. Citant Trotsky écrivant en 1939, dans *Le Marxisme et notre époque*, qu'« en dépit des derniers triomphes du génie de la technique, les forces productives matérielles ont cessé de croître », LO écrit « Quelques mois après que ces lignes étaient écrites, le monde semblait dans le cataclysme de la Deuxième Guerre mondiale.[...] Ayant échappé à la révolution prolétarienne au lendemain de cette guerre, le système capi-

taliste connu quelques années de reprise, qui semblaient contredire les prévisions de Trotsky.

Mais on constate aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'une rémission et que le capitalisme conduit l'humanité vers l'abîme. »

Le raccourci est osé. Il n'y a pas eu de rémission du capitalisme – qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? – mais une évolution profonde du monde sous l'action de la lutte des peuples et des travailleurs, la vague des révolutions coloniales, les bouleversements qui en ont résulté, la fin de l'URSS, les différentes étapes qui ont abouti au capitalisme libéral et impérialiste d'aujourd'hui. Certes ces révolutions n'étaient pas dirigées par le prolétariat mais elles participaient bien à la libération de millions d'esclaves du capitalisme colonial et impérialiste.

Et ces « quelques années » comme les progrès technologiques que nous connaissons encore aujourd'hui n'étaient pas qu'une simple « rémission » mais une transformation de la société, de la vie et des rapports sociaux de milliards d'êtres humains.

Certes les classes capitalistes ont gardé le pouvoir ou l'ont repris en Russie mais il n'empêche que ces évolutions représentent des bouleversements essentiels vers un nouvel ordre social. Et c'est bien de cela dont il faut discuter, non à travers une vision manichéenne et catastrophiste de la société, mais en comprenant les aspirations qu'ont fait naître ces bouleversements, aspirations démocratiques, sociales, écologiques en contradiction absolue avec le capitalisme du XXI^{ème} siècle.

LO en convient d'ailleurs en écrivant : « *Jamais pourtant dans l'histoire, l'humanité n'a eu autant de moyens à sa disposition pour faire face aux nécessités de sa vie collective. C'est la division de l'humanité en classes sociales aux intérêts opposés qui l'empêche de maîtriser sa vie collective.[...] Jamais, en somme, les conditions matérielles et techniques pour une société humaine unifiée dans un tout fraternel à l'échelle de la planète n'ont été aussi favorables. Jamais, en même temps, elles n'ont semblé aussi lointaines.* » LO pointe la contradiction sans aller plus loin pour en éclairer les causes et mécanismes, les conséquences du point de vue du mouvement ouvrier.

Elle préfère pontifier sur « *le grand apport du marxisme au mouvement ouvrier [...] a été de donner les moyens de briser les chaînes : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais ce qui importe c'est de le transformer », disait Marx dès 1845.*

Le marxisme ne s'est pas contenté de voir dans cette classe alors nouvelle qu'était le prolétariat moderne une classe souffrante. Il y a reconnu la classe sociale capable de renverser le capitalisme.

Marx, Engels et leur génération voyaient la fin du capitalisme plus proche. Ils avaient l'optimisme des révolutionnaires. »

Certes, mais cet optimisme n'a que peu à voir avec la foi du charbonnier, il repose sur une compréhension des contradictions à l'œuvre. « *Jusqu'à présent, c'est surtout par la*

négative que l'histoire a confirmé les analyses de Marx » écrit LO. Non, c'est toute l'évolution sociale, avec ses hauts, ses bas, l'évolution des sciences, des techniques, des connaissances humaines grâce au travail de millions de prolétaires qui vérifient, en positif, la compréhension de l'évolution des sociétés humaines développée par le marxisme. C'est cette confiance dans leur méthode scientifique qui fondait l'optimisme de Marx et Engels. C'est elle qui fonde la nôtre.

« Les idées de lutte de classe sont susceptibles de tomber sur un terrain aussi fertile qu'au temps de Marx ou de Lénine, tout simplement parce qu'elles correspondent à une réalité que les travailleurs vivent tous les jours. Encore faut-il les exprimer et transmettre le vaste capital politique accumulé par le marxisme révolutionnaire, tiré des luttes de générations de travailleurs !

C'est le rôle qui devrait être celui des organisations communistes révolutionnaires, leur raison d'être afin que chaque lutte importante de la classe ouvrière bénéficie des expériences des luttes précédentes.

C'est justement le fond du problème de nos jours. Ce que Trotsky exprimait en affirmant, dans le Programme de Transition : « La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat [...] La nécessité demeure la même depuis que Trotsky a écrit le Programme de Transition. Nos tâches en découlent. »

A ce degré de généralité, on peut certes répéter, sans la comprendre, la formule de Trotsky qui visait la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste. Mais par quelque bout qu'on la prenne, cette formule ne peut avoir le même contenu aujourd'hui que celui que lui donnait Trotsky en 1939.

Les tâches historiques du prolétariat, les intellectuels et la période historique

Dans le texte « *En conclusion* », LO développe les implications pratiques, militantes de son raisonnement en revenant sur la question de « *La crise de direction du prolétariat* ».

« Ce qui exprime avec le plus d'exactitude la réalité de notre époque, c'est que les travailleurs, la classe ouvrière ne voient pas de perspectives politiques. Ni de vraies perspectives, ni de fausses, du genre de ce que pouvait offrir, dans les années 1970, le retour de la gauche au pouvoir.

La perspective de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et de changer de fond en comble la société, qui a fait agir plusieurs générations du mouvement ouvrier, a presque complètement disparu de la conscience collective de la classe ouvrière. »

« On ne peut rien comprendre à l'évolution réactionnaire de la vie politique et de la vie sociale, devenue tellement visible cette année, si on ne comprend pas que sa dynamique résulte de l'absence de la classe ouvrière sur la scène politique. Qu'elle résulte de l'absence d'un parti implanté dans la classe ouvrière, défendant la perspective du renversement de la société bourgeoise. »

Et de répéter pour celles et ceux qui n'auraient pas compris. « *Nous n'avons pas fini de citer cette phrase du Programme de transition affirmant que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction du prolétariat ».*

Sauf qu'aujourd'hui cette crise a pris une dimension d'une autre importance, il ne s'agit plus de la faillite et de la dégénérescence de la direction de l'Internationale, il s'agit d'une rupture historique qui s'exprime en particulier dans la fin du PS et du PC sans que d'autres partis de la classe ouvrière aient émergé en dehors de petites organisations issues du mouvement trotskyste.

Il ne reste plus qu'à expliquer ce recul de la conscience de classe pour comprendre les conditions qui peuvent prévaloir à sa renaissance.

LO a une réponse à cette question. Elle la développe en situant sa campagne de la présidentielle dans la perspective de la construction d'un parti.

L'élection présidentielle « *nous donne une opportunité de resserrer les liens avec cette minorité de l'électorat populaire qui n'a pas peur d'être à contre-courant. Resserrer ces liens politiquement et, partout où faire se peut, humainement et sur le plan organisationnel.*

Voilà notre premier objectif, qui en entraîne un second : faire en sorte que les liens créés pendant la campagne électorale se prolongent au lendemain des élections. [...] Ce qui dépend de nous, c'est de transmettre des idées, de transmettre les traditions révolutionnaires du prolétariat, l'expérience de ses succès et de ses échecs.

Nous avons la conviction que le prolétariat fera face à la tâche que l'histoire, que le développement lui a assignée.

Il y a vingt-deux ans, au congrès de 1994, nous nous étions posé la question : pourquoi, après la faillite de la social-démocratie puis celle du stalinisme, le prolétariat n'est-il pas parvenu à renouer avec son passé, et avec les expériences utiles pour ses tâches révolutionnaires à venir ?

Nous avons affirmé alors que « dans la réalité, la catégorie sociale qui a failli à sa tâche au cours des décennies passées est bien plus celle des intellectuels que le prolétariat. [...] La constitution de véritables partis communistes révolutionnaires, capables de jouer leur rôle dans toutes les crises sociales afin de tenter de les amener vers une issue révolutionnaire, nécessite tout à la fois qu'une fraction des intellectuels se détache de l'emprise de la bourgeoisie pour passer dans le camp du prolétariat, comme elle nécessite que surgissent au sein du prolétariat des militants épousant cette perspective. »

Pour la direction de LO, la crise de la direction du mouvement ouvrier « *a dû beaucoup à l'intégration des intellectuels dans la société, et en tout cas à leur incapacité à se hisser dans leur tête, dans leur cœur, au niveau des tâches nécessaires pour maintenir la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. »*

C'est la faute à Voltaire, c'est la faute à Rousseau !

Le prolétariat n'a pas failli ce sont les intellectuels ! Ce jugement plus moral que politique n'éclaire ni le passé ni

l'avenir, il désarme les consciences pour tenter de les subjuguier sous la pression moraliste.

La discussion ne porte pas sur qui a failli mais sur les conditions objectives et leurs évolutions. Qu'est-ce qui rend possible aujourd'hui ce qui a échoué hier ?

LO n'aborde pas cette question et préfère développer son raisonnement, se proposant de pallier à la faillite des intellectuels : « *Nous n'avons besoin que de jeunes intellectuels qui soient capables de se hisser au niveau des tâches révolutionnaires, c'est-à-dire d'intellectuels qui soient capables d'étudier le marxisme en profondeur, de le comprendre, de l'assimiler. De telle façon que les raisonnements marxistes deviennent des réflexes naturels.*

Pour savoir si cette génération d'intellectuels existe, il faut la chercher. Mais il faut savoir avec certitude ce qu'on cherche.

Si nous parvenons à trouver, à sélectionner et à former cette génération de jeunes intellectuels, convaincus de la nécessité de lier leur sort à celui du prolétariat, ils trouveront – il faut qu'ils trouvent eux-mêmes – le chemin vers les jeunes travailleurs. Ces jeunes travailleurs à qui le capitalisme décadent n'a rien d'autre à offrir que la précarité propre à la condition ouvrière.

Ces jeunes travailleurs ignorent en général les organisations syndicales bureaucratiques qui sont incapables de susciter leur enthousiasme. Nous avons autre chose à leur proposer que le ronronnement des organisations réformistes, partis ou syndicats. Nous avons à leur proposer de contribuer à la révolution qui bouleversera le monde. »

Quel poids moral pèse sur les épaules de nos camarades de LO, la trahison de plusieurs générations d'intellectuels et la responsabilité de recruter la génération qui aura su acquérir la culture et la force de renverser la bourgeoisie à l'échelle mondiale ! Un conte pour enfants de cœur ! Et ce serait cela l'actualité du marxisme ?

Oui, il faut aider les jeunes, jeunes intellectuels ou jeunes travailleurs, catégories moins étanches que semble le penser LO, à trouver les chemins de la lutte de classe, de la lutte révolutionnaire, il faut les aider à s'approprier la méthode du marxisme militant pour comprendre le monde et les perspectives révolutionnaires dont il est gros depuis la fin de l'URSS, le krach de 2007-2008 et le tournant de la mondialisation libérale et impérialiste que nous connaissons aujourd'hui.

Cela suppose d'être capable de les aider à voir au delà des rapports de force immédiats pour saisir les évolutions possibles de la société et les voies et moyens de sa transformation révolutionnaire.

Marx écrivait, en mai 1843, dans une lettre à Arnold Ruge : « *Or, l'existence de l'humanité souffrante qui pense, et de l'humanité pensante, qui est opprimée, deviendra nécessairement immangeable et indigeste pour le monde animal des philistins, monde passif et qui jouit sans penser à rien.*

C'est à nous d'amener complètement au grand jour l'ancien monde et de former positivement le monde nouveau.

Plus les événements laisseront de temps à l'humanité pensante pour se ressaisir et à l'humanité souffrante pour s'associer, et plus achevé viendra au monde le produit que le présent abrite dans son sein. » Le jeune Marx plein de confiance en lui, en ses idées, en l'Humanité, se fixait comme tâche la critique révolutionnaire de « *l'ancien monde* » pour montrer à voir « *le monde nouveau* ». Il ne cherchait pas des coupables mais à dégager le mouvement à travers lequel s'uniraient « *l'humanité souffrante qui pense* » et « *l'humanité pensante, qui est opprimée* », conscient que le libre arbitre est une arme bien faible pour transformer le monde, que les volontés humaines se forment à travers les conditions objectives, les contradictions à l'œuvre, les bouleversements et les luttes.

Étrange compréhension du marxisme que cette explication de l'histoire par la trahison des intellectuels. Elle renvoie à une régression de LO engagée au milieu des années 90, période à laquelle sa direction fait référence en évoquant le congrès de 1994, régression dont l'exclusion des camarades qui fondèrent *Voix des travailleurs* puis

Démocratie révolutionnaire et celle des camarades de la *Fraction l'étincelle* furent des étapes décisives.

La suite ne manquera pas de ramener les camarades de LO aux réalités, à un peu de modestie pour qu'ils puissent être en mesure d'investir leur capital politique dans la lutte pour le rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires vers la construction d'un parti des travailleurs.

Si nous voulons permettre à « *cette génération de jeunes intellectuels, convaincus de la nécessité de lier leur sort à celui du prolétariat* », à « *ces jeunes travailleurs à qui le capitalisme décadent n'a rien d'autre à offrir que la précarité propre à la condition ouvrière* », « *de contribuer à la révolution qui bouleversera le monde* », nous avons besoin de leur offrir un cadre ouvert, démocratique, dans lequel ils puissent faire leur propre expérience pour s'engager pleinement dans la construction du futur plutôt que de les soumettre au poids du passé.

Yvan Lemaitre